

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 8 novembre 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la nomination et à l'avancement des membres du personnel de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer transférés à la gendarmerie et portant diverses autres dispositions statutaires relatives à ces membres du personnel", a donné le 8 décembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 8 november 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de benoeming en de bevordering van de personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie die naar de rijks-wacht werden overgeplaatst en houdende diverse andere statutaire bepalingen met betrekking tot die personeelsleden", heeft op 8 december 1999 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Par lettre du 9 novembre 1999, le Premier Président du Conseil d'Etat a, en application de l'article 84bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, signalé au Ministre de l'Intérieur que le présent projet n'était pas en état d'être soumis à l'avis de la section de législation, les articles 54, 57, 58 et 62 devant être soumis à l'avis de l'inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget, conformément à l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Par lettre du 29 novembre 1999, le Ministre de l'Intérieur a signalé qu'il retirait du projet les quatre dispositions concernées.

Le présent avis porte sur l'examen du projet, abstraction faite de ces quatre dispositions, auxquelles il convient d'ajouter l'article 55 qui est étroitement lié à l'article 54.

OBSERVATION GENERALE

Le présent projet tend, notamment, à fixer certaines conditions relatives à l'avancement des membres du personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel de la gendarmerie.

L'article 11, § 2, alinéa 3, de la loi du 2 décembre 1957 relative à la gendarmerie prévoit que le Roi "peut fixer des conditions particulières selon lesquelles les membres du personnel visés peuvent être promus en grade".

.../...

Le Roi est donc habilité à prévoir pour cette catégorie de personnel des conditions d'avancement qui dérogent à celles fixées par la loi ou les règlements pour les autres membres du personnel du corps opérationnel.

Il convient toutefois d'éviter toute insécurité juridique quant à l'application de ces dernières aux membres du personnel visés par le présent projet. Le projet doit donc préciser s'il tend à compléter ces dispositions ou à y déroger.

Ainsi, par exemple, à l'article 16 du projet qui fixe les conditions d'admission au cycle de formation de maréchal des logis chef, il convient de préciser si cette disposition déroge aux conditions fixées par ou en vertu de l'article 52 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie ou les complète.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Les arrêtés royaux qui ne sont ni modifiés ni abrogés par l'arrêté en projet ne doivent pas être visés au préambule. Dès lors, les alinéas 3 à 5 du texte en projet doivent être omis (1).

(1) Cette observation tient compte du retrait de l'article 57 du projet initial.

Dispositif

Article 1er

1. Compte tenu de l'observation qui sera formulée ci-dessous concernant l'article 10, le 5° serait mieux rédigé comme suit :

"«candidat» : le membre du personnel dont le nom figure sur la liste établie conformément à l'article 10 ou à l'article 19, selon le cas;".

2. Au 7°, les mots "à la date de leur transfert à la gendarmerie" doivent être omis.

En effet, le "statut d'origine", défini par cette disposition est susceptible de modifications. Conformément à l'article 11, § 4, alinéa 3, de la loi du 2 décembre 1957, les modifications apportées de manière générale aux lois et règlements qui définissent ce statut sont applicables aux membres du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale. Quant aux modifications ne concernant qu'une catégorie spéciale de personnel, elles ne leur sont applicables que pour autant qu'elles le prévoient expressément.

Le présent projet tend à rendre certaines dispositions de ce statut d'origine applicables également à l'avancement du personnel du corps opérationnel à compétence de police spéciale.

.../...

L'objectif poursuivi est de fixer des conditions identiques à l'avancement à des grades jugés équivalents dans le corps opérationnel et dans la catégorie de personnel de police spéciale, afin de rendre accessibles, sans discrimination, les emplois de police spéciale correspondant à ces grades aux anciens membres des polices maritime ou aéronautique transférés à la gendarmerie, quel que soit le statut pour lequel ils optent.

Il convient dès lors que les modifications qui seraient apportées à ces règles d'avancement, conformément à l'article 11, § 4, de la loi du 2 décembre 1957, soient également applicables au personnel du corps opérationnel à compétence de police spéciale.

Par ailleurs, l'article 11, § 4, alinéa 3, précité, prévoit que

"les membres du personnel visés à l'alinéa 1er restent soumis aux lois et règlements statutaires qui sont applicables au personnel de la police maritime et de la police aéronautique au moment déterminé par le Roi, en tenant compte des limitations définies à l'article 12bis.".

Le Conseil d'Etat suggère que l'habilitation donnée au Roi par cette disposition soit mise en oeuvre afin de lever toute ambiguïté quant aux lois et règlements statutaires qui sont applicables à ces différentes catégories de personnel.

.../...

Article 3

1. Dès lors que l'article 4 prévoit que l'octroi d'un emploi d'adjudant-chef confère la qualité d'adjudant-chef, il apparaît superflu de prévoir, à l'article 3, que, pour être nommé adjudant-chef, les membres du personnel concernés doivent non seulement être "sélectionnés pour remplir un emploi d'adjudant-chef", mais, en outre, être "désignés dans un emploi d'adjudant-chef".

Par ailleurs, de l'accord de l'officier délégué, les mots "service de la police aérienne" doivent être omis au 3°. La promotion au grade d'adjudant-chef au sein de ce service fait en effet l'objet non pas de cette disposition, mais bien de l'article 6 du projet.

2. Plus fondamentalement, les articles 3 et 6 du projet prévoient que les membres du personnel qui remplissent les conditions peuvent être nommés adjudant-chefs s'ils sont sélectionnés et désignés pour un emploi d'adjudant-chef "au sein, selon le cas, de la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel de la gendarmerie, service de la police des chemins de fer, service de la police aérienne ou service de la police maritime".

L'auteur du projet semble dès lors ne pas avoir dès à présent pris en compte que tant la catégorie de personnel de police spéciale (article 11, § 4, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie) que la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel sont des

.../...

catégories appelées à disparaître progressivement, au fur et à mesure que les membres du personnel transférés de la police des chemins de fer, de la police aérienne ou de la police maritime quitteront, pour une raison ou l'autre, la gendarmerie ou rejoindront le corps opérationnel à compétence de police générale.

Néanmoins les missions de police spéciale survivront à ces catégories et les emplois qu'elles nécessitent seront progressivement occupés par des gendarmes du corps opérationnel à compétence de police générale.

Il convient dès lors de prévoir non pas que les membres du personnel concernés remplissant les conditions pour être nommés au grade adjudant-chef, peuvent être sélectionnés ou désignés à un emploi d'adjudant-chef "au sein de la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel", mais bien à un emploi d'adjudant-chef au sein d'un service chargé des missions, selon le cas, de police des chemins de fer, de police aérienne ou de police maritime.

Si la présente observation peut paraître relativement formelle, elle revêt néanmoins une importance certaine pour d'autres dispositions du projet.

Ainsi l'article 12 du projet prévoit que les lauréats des épreuves d'adjudant organisées conformément au présent projet "ont le droit de solliciter un emploi d'adjudant au sein de la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel ... selon le service de police spéciale dont ils sont originaires".

.../...

Cette disposition doit toutefois être mise en parallèle avec l'article 53 qui prévoit que certains anciens membres de la police des chemins de fer peuvent également solliciter un tel emploi "même après leur passage éventuel au corps opérationnel à compétence de police générale".

Or, si l'article 11, § 2, alinéa 6, de la loi du 2 décembre 1957 précitée prévoit que les membres du personnel de la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel peuvent à leur demande passer à la catégorie de personnel à compétence générale, il ne prévoit nullement la possibilité de passage inverse.

Le projet ne peut donc prévoir que des membres du corps opérationnel à compétence de police générale passeront, même par avancement de grade, à la catégorie de personnel à compétence de police spéciale.

Il peut par contre prévoir que les emplois créés au sein des services chargés des missions de police spéciale, sont soit occupés par des membres du personnel de la catégorie de personnel de police spéciale, soit par des membres du personnel du corps opérationnel à compétence de police spéciale ou générale, les membres des anciens services de police spéciale ayant, le cas échéant, priorité pour exercer ces emplois.

.../...

Article 6

Cette disposition concerne l'avancement tant au sein de la catégorie du personnel du corps opérationnel à compétence de police spéciale (police aéronautique) que celui de la catégorie du personnel de police spéciale (police aéronautique).

Le Roi est sans pouvoir pour modifier le statut de cette dernière catégorie de personnel (1).

Pour autant que l'article 1er, 7°, soit modifié dans le sens indiqué ci-dessus, la disposition examinée n'ajoute toutefois rien à l'article 11, § 4, de la loi du 2 décembre 1957.

Il convient donc de limiter la portée de cette disposition aux seuls membres du personnel du corps opérationnel.

Article 7

Ainsi qu'en a convenu l'officier délégué, à l'article 7, 3°, du texte français en projet, il y a lieu de remplacer les mots "dans le grade de maréchal de logis chef" par les mots "dans le grade de premier maréchal des logis

(1) Voir l'avis L. 28.743/4, donné le 3 mars 1999 sur un projet devenu l'arrêté royal du 29 avril 1999 portant création de la structure des grades de la catégorie de personnel de police spéciale, service police aéronautique et portant la carrière de ce personnel (Moniteur belge du 26 mai 1999, p. 18573).

chef". Par ailleurs, dans la même disposition, il convient d'écrire "prenant".

Au 3°, deuxième tiret, il y a lieu de remplacer les mots "l'ancienneté acquise dans le grade rayé de ...", par les mots "l'ancienneté acquise en qualité de ...".

Au 3°, troisième tiret, la référence à l'article 1, A, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure est incorrecte. Il faut viser l'article 1er, A, de l'arrêté royal du 27 avril 1995 fixant les échelles de traitement des grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure, remplacé par l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure. Cette observation vaut également pour l'article 63, deuxième tiret, de l'arrêté en projet.

De même, au quatrième tiret de l'article en projet, ainsi qu'en est convenu l'officier délégué, la référence qui y est faite à l'article 2, § 5, A, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure doit être modifiée. Il y a lieu de viser l'article 5, § 2, du même arrêté en lieu et place de l'article 2, § 5, A. En outre, dans le texte néerlandais, l'intitulé de l'arrêté royal auquel il est fait référence est incorrect. Il y a lieu d'écrire "article 5, § 2, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 portant simplification de la carrière des agents du Ministère des Communications et de l'Infrastructure" en lieu

.../...

et place de "article 2, § 5, A, de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant les dispositions pécuniaires applicables aux grades particuliers du Ministère des Communications et de l'Infrastructure". Cette observation vaut également pour l'article 63, troisième tiret de l'arrêté en projet, tant dans le texte français que dans le texte néerlandais.

Enfin, il est suggéré de remplacer l'énumération en tirets par une énumération de a) à d). Cette observation vaut également pour les articles 37, deuxième alinéa, et 63, alinéa 1er, du projet, où il est suggéré de remplacer l'énumération en tirets par une énumération en 1°, 2°, 3°.

Article 8

Dès lors que le projet prévoit qu'une demande doit être introduite pour figurer sur la liste des candidats à l'avancement, il convient de veiller à ce que les membres du personnel qui remplissent les conditions soient dûment informés de ce qu'une procédure d'avancement est ouverte, ainsi que des délais dans lesquels les demandes doivent être introduites.

A cet égard un "avis dans le bulletin du personnel", dont la diffusion ne fait pas l'objet de dispositions réglementaires garantissant que chaque membre du personnel en aura connaissance, paraît insuffisant.

Mieux vaut prévoir une notification à tous les agents concernés.

.../...

Par ailleurs, ainsi qu'en a convenu l'officier délégué, il ne se justifie pas de requérir que la demande du membre du personnel soit motivée. Les membres du personnel qui remplissent les conditions prévues à l'article 7, 1° à 3°, disposent en effet d'un droit à être inscrits sur la liste prévue à l'article 9, sans qu'il y ait lieu de prendre en considération leur motivation pour solliciter cette inscription.

Les mêmes observations valent pour l'article 17.

Article 10

De l'accord de l'officier délégué, le mot "définitive" peut être omis.

La même observation vaut pour l'article 19.

Article 12

Il est renvoyé à l'observation n° 2 faite sous l'article 3.

Article 14

Tenant compte de ce que des membres du personnel du corps opérationnel à compétence de police générale seront amenés à occuper des emplois au sein des services chargés des missions de police spéciale, il convient d'écrire, à

.../...

l'alinéa 1er, "huit pour cent de l'effectif global du service chargé des missions de police des chemins de fer".

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les alinéas 2 et 3, ainsi que pour les articles 23 et 61.

Chapitre IV

L'article 11, §§ 1er et 2, de l'arrêté royal du 26 janvier 1999 portant la mise en vigueur de certaines dispositions de la loi du 17 novembre 1998 portant intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie et portant organisation de l'intégration de la police maritime, de la police aéronautique et de la police des chemins de fer dans la gendarmerie dispose :

"§ 1er. Les membres du personnel visés à l'article 9 sont promus à l'ancienneté selon ce qui est prévu à l'article 46 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie.

§ 2. L'avancement au grade de maréchal des logis chef est soumis aux règles qui valent dans le statut d'origine du membre du personnel concerné pour l'avancement au grade équivalent fixé par Nous."

Quoique la rédaction de cette disposition n'est pas dépourvue d'ambiguïté, il faut considérer que le paragraphe 2 s'applique également exclusivement aux membres du personnel visés à l'article 9 du même arrêté, c'est-à-dire aux membres du personnel des anciennes polices maritime et aéronautique qui ont opté, après leur transfert à la

.../...

gendarmerie, pour la catégorie de personnel à compétence de police spéciale du corps opérationnel de la gendarmerie.

Le chapitre IV du présent projet s'applique donc, en toute logique, aux seuls membres du personnel visés sous l'article 1er, 6°, a).

Mieux vaut faire apparaître plus clairement dans l'intitulé même du champ d'application du présent chapitre, le caractère restreint de son champ d'application.

Article 21

Il est renvoyé à l'observation n° 2 faite sous l'article 3.

Article 25

De l'accord de l'officier délégué, au paragraphe 1er, alinéa 1er, le mot "publication" sera remplacé par le mot "transmission" (1).

Article 47

De l'accord de l'officier délégué, l'alinéa 4, qui est emprunté, comme nombre d'autres dispositions du projet, à l'arrêté royal du 30 décembre 1993 relatif à l'avancement

(1) Voir, en effet, l'article 19, première phrase du projet.

au grade de major de gendarmerie ou de l'arrêté royal du 1er avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie, ne se justifie pas dans le présent projet. Les articles 8 et 17 prévoient en effet que les membres du personnel doivent demander à être inscrits sur les listes des candidats.

Article 53

Cette disposition sera adaptée compte tenu de l'observation n° 2 formulée sous l'article 3.

La même observation vaut pour les articles 56 et 59.

Article 63

Il convient d'écrire "arrêté royal du 29 avril 1999" au lieu de "arrêté royal du 29 avril 1998".

Article 65

A l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots ", qui, selon le cas, de par leur statut SNCB ou leur statut d'origine ..." par les mots "qui, selon le cas, en vertu de leur statut à la Société nationale des chemins de fer belges ou de leur statut d'origine ...".

.../...

Article 71

1. Suite à l'observation préalable et à son retrait du projet, il n'est pas formulé d'observation en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'article 57.

2. Pour le reste, le Conseil d'Etat rappelle que la rétroactivité n'est admissible que si elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement des services, ne porte pas atteinte à des situations acquises et n'établit pas de discrimination entre les différents destinataires de la règle.

En ce qui concerne la date du 1er juin 1999, elle paraît correspondre à la date du transfert des membres de la police spéciale des chemins de fer à la gendarmerie, soit une seule des catégories de personnel concernées par l'arrêté à l'examen.

Quant à la date du 2 décembre 1999, le Conseil d'Etat ne voit pas à quoi elle correspond.

La rétroactivité n'est, par suite, pas justifiée en l'état actuel.

.../...

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans plusieurs dispositions du texte français en projet (1), les nombres cardinaux exprimant une durée, en jours ou heures, ou le nombre d'années d'ancienneté sont écrits en chiffres arabes. Il y a lieu de les écrire en toutes lettres.

2. La première section du chapitre V du projet est désignée "SECTION 1ère" alors qu'aux chapitres III et IV en projet, la même section est désignée "SECTION 1". Conformément à l'usage, on utilisera dans chaque chapitre l'expression "Section première".

3. A l'article 63, alinéa 1er, la partie de la phrase précédant l'énumération doit être terminée par deux points, non par un point virgule.

4. Le texte néerlandais du projet est susceptible de plusieurs critiques. Il devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

(1) Voir les articles 3, 2°, 7, 3°, 16, 3°, et 47, alinéa 4, du projet.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Bij een brief van 9 november 1999 heeft de Eerste Voorzitter van de Raad van State met toepassing van artikel 84bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan de Minister van Binnenlandse Zaken laten weten dat het onderhavige ontwerp niet in zoverre gereed was om ter fine van advies aan de afdeling wetgeving te worden voorgelegd, aangezien voor de artikelen 54, 57, 58 en 62 het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de Minister van Begroting behoorde te worden aangevraagd, overeenkomstig het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en de begrotingscontrole.

Bij een brief van 29 november 1999 heeft de Minister van Binnenlandse Zaken verklaard dat hij de vier genoemde artikelen uit het ontwerp lichtte.

Dit advies betreft het onderzoek van het ontwerp, afgezien van de vier voornoemde artikelen, waaronder ook artikel 55 behoort te worden gerekend, aangezien het nauw verbonden is met artikel 54.

ALGEMENE OPMERKING

Het onderhavige ontwerp strekt er inzonderheid toe bepaalde voorwaarden vast te leggen met betrekking tot de bevordering van personeelsleden met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht.

.../...

Artikel 11, § 2, derde lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht bepaalt dat de Koning "bijzondere voorwaarden (kan) bepalen waaronder de bedoelde personeelsleden kunnen bevorderen in de graad."

De Koning is dus gemachtigd om voor deze personeelscategorie in bevorderingsvoorwaarden te voorzien die afwijken van die welke gelden voor de andere personeelsleden van het operationeel korps en die bij wet of verordening zijn vastgelegd.

Wat de toepassing van laatstgenoemde voorwaarden betreft op de in dit ontwerp genoemde personeelsleden, behoort elke mogelijke rechtsonzekerheid te worden voorkomen. In het ontwerp dient derhalve te worden gepreciseerd of het ertoe strekt die bepalingen aan te vullen of er juist van af te wijken.

Zo bijvoorbeeld moet in artikel 16 van het ontwerp, dat de voorwaarden vastlegt voor toelating tot de opleiding tot opperwachtmeester, duidelijk worden gesteld of deze bepaling afwijkt van de voorwaarden gesteld door of krachtens artikel 52 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, of deze voorwaarden aanvult.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

In de aanhef behoort niet te worden verwezen naar koninklijke besluiten die door het ontworpen besluit niet

.../...

gewijzigd, noch opgeheven worden. Het derde tot het vijfde lid van de ontworpen tekst behoren dan ook te vervallen (1).

Dispositief

Artikel 1

1. Rekening houdend met de opmerking die hierna zal worden gemaakt met betrekking tot artikel 10, zou het beter zijn onderdeel 5° als volgt te stellen :

"«kandidaat» : het personeelslid wiens naam voorkomt op de lijst opgemaakt overeenkomstig artikel 10 of artikel 19, al naar gelang van het geval;".

2. In onderdeel 7° moeten de woorden "op de datum van hun overplaatsing naar de rijkswacht" vervallen.

Het "oorspronkelijk statuut" dat door deze bepaling wordt omschreven, kan immers wijzigingen ondergaan. Overeenkomstig artikel 11, § 4, derde lid, van de wet van 2 december 1957, zijn de wijzigingen die op algemene wijze worden aangebracht in de wetten en reglementen die dat statuut bepalen, van toepassing op de personeelsleden van de categorie bijzonder politiepersoneel. De wijzigingen die uitsluitend betrekking hebben op een bijzondere categorie van personeel, zijn enkel op hen van toepassing in zoverre ze daarin uitdrukkelijk voorzien.

(1) Bij deze opmerking is het schrappen van artikel 57 uit het oorspronkelijke ontwerp ingecalculeerd.

Het onderhavige ontwerp strekt ertoe een aantal bepalingen van dat oorspronkelijk statuut eveneens toepasselijk te verklaren op de bevordering van het personeel van het operationeel korps met bijzondere politiebevoegdheid.

Het nagestreefde doel bestaat erin volstrekt dezelfde voorwaarden vast te leggen voor bevordering tot gelijkwaardig geachte graden binnen zowel het operationeel korps, als de categorie bijzonder politiepersoneel, ten einde ervoor te zorgen dat de betrekkingen van bijzonder politiepersoneel die met die graden overeenstemmen, zonder discriminatie toegankelijk worden voor de vroegere leden van de zeevaart- of luchtvaartpolitie die naar de rijkswacht zijn overgegaan, ongeacht de rechtspositieregeling waarvoor ze kiezen.

De wijzigingen die mogelijk in deze bevorderingsbepalingen worden aangebracht zouden derhalve, overeenkomstig artikel 11, § 4, derde lid van de wet van 2 december 1957, eveneens toepasselijk moeten worden verklaard op het personeel van het operationeel korps met bijzondere politiebevoegdheid.

Het voornoemde artikel 11, § 4, derde lid bepaalt overigens dat

"de in het eerste lid bedoelde personeelsleden (...) onder de statutaire wetten en reglementen (blijven) vallen die van toepassing zijn op het personeel van de zeevaartpolitie en van de luchtvaartpolitie op het door de Koning te bepalen tijdstip, met inachtneming van de beperkingen bepaald bij artikel 12bis."

.../...

De Raad van State stelt voor om de machtiging die door deze bepaling aan de Koning wordt verleend, aan te wenden om elke dubbelzinnigheid weg te werken met betrekking tot de wetten en rechtspositionele voorschriften die van toepassing zijn op die verschillende personeelscategorieën.

Artikel 3

1. Aangezien in artikel 4 wordt bepaald dat de toekenning van een ambt van adjudant-chef de hoedanigheid van adjudant-chef verleent, lijkt het overbodig om in artikel 3 te bepalen dat om tot adjudant-chef te worden benoemd, de betrokken personeelsleden niet alleen "geschikt (moeten) zijn bevonden om een ambt van adjudant-chef uit te oefenen", maar daarenboven "aangewezen (moeten) zijn voor een ambt van adjudant-chef".

Overigens stemt de gemachtigde officier ermee in dat de woorden "dienst zeevaartpolitie" in onderdeel 3° moeten vervallen. De bevordering tot de graad van adjudant-chef binnen deze dienst is immers niet in deze bepaling aan de orde, maar wel in artikel 6 van het ontwerp.

2. Wat van groter belang is, is dat in de artikelen 3 en 6 van het ontwerp gesteld wordt dat personeelsleden die aan de voorwaarden beantwoorden, tot adjudant-chef kunnen worden benoemd als ze geschikt bevonden worden en aangewezen worden voor een ambt van adjudant-chef, "uit te oefenen binnen de personeelscategorie met bijzondere

.../...

politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht, dienst zeevaartpolitie, luchtvaartpolitie of, naar gelang van het geval, spoorwegpolitie".

De steller van het ontwerp lijkt er dus nog geen rekening mee te hebben gehouden dat zowel de categorie bijzonder politiepersoneel (artikel 11, § 4, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht) als de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps, beide categorieën zijn die geleidelijk aan zullen verdwijnen, naarmate de overgeplaatste personeelsleden van de spoorwegpolitie, de luchtvaartpolitie of de zeevaartpolitie om een of andere reden de rijkswacht verlaten of aansluiten bij het operationeel korps met algemene politiebevoegdheid.

De taken van bijzondere politie blijven evenwel voortbestaan na het verdwijnen van die categorieën en de betrekkingen die daarvoor vereist zijn, zullen geleidelijk aan worden ingenomen door rijkswachters van het operationeel korps met algemene politiebevoegdheid.

Er moet derhalve niet worden bepaald dat de betrokken personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden om tot adjudant-chef benoemd te worden, geschikt kunnen worden bevonden of aangewezen kunnen worden voor een ambt van adjudant-chef "binnen de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps", maar wel voor een ambt van adjudant-chef binnen een dienst die belast is, al naar gelang van het geval, met taken van spoorwegpolitie, luchtvaartpolitie of zeevaartpolitie.

.../...

Al lijkt deze opmerking nogal formeel, toch is ze van belang voor andere bepalingen van het ontwerp.

Zo wordt in artikel 12 van het ontwerp bepaald dat geslaagden van de examens voor adjudant, georganiseerd overeenkomstig het onderhavige ontwerp, "naargelang van de bijzondere politiedienst waaruit zij voortspruiten (...) (kunnen) kandideren voor een ambt van adjudant binnen de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps".

Deze bepaling dient evenwel in onderlinge samenhang te worden gelezen met artikel 53, waarin wordt gesteld dat sommige vroegere leden van de spoorwegpolitie eveneens kunnen solliciteren naar zulk een ambt "zelfs na hun eventuele overplaatsing naar het operationeel korps met algemene politiebevoegdheid".

Welnu, al bepaalt artikel 11, § 2, zesde lid, van de voornoemde wet van 2 december 1957 dat personeelsleden van de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps op hun verzoek kunnen overgaan naar de personeelscategorie met algemene politiebevoegdheid, het voorziet geenszins in de mogelijkheid van een omgekeerde overgang.

In het ontwerp mag dus niet worden bepaald dat personeelsleden van het operationeel korps met algemene politiebevoegdheid, zelfs door bevordering in graad, overgaan naar de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid.

.../...

Het ontwerp mag daarentegen wel bepalen dat betrekkingen die gecreëerd worden binnen diensten die belast zijn met taken van bijzondere politie, hetzij vervuld worden door personeelsleden van de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid, hetzij door personeelsleden van het operationeel korps met bijzondere of algemene politiebevoegdheid, met dien verstande dat personeelsleden van de vroegere diensten van bijzondere politie in voorkomend geval voorrang hebben bij het vervullen van die betrekkingen.

Artikel 6

Deze bepaling heeft zowel betrekking op de bevordering binnen de personeelscategorie van het operationeel korps met bijzondere politiebevoegdheid (luchtvaartpolitie), als op die binnen de categorie bijzonder politiepersoneel (luchtvaartpolitie).

De Koning heeft geen bevoegdheid om het statuut van die laatste personeelscategorie te wijzigen (1).

Indien artikel 1, 7°, gewijzigd wordt in de zin als hiervoren is aangegeven, voegt de onderzochte bepaling evenwel niets toe aan artikel 11, § 4, van de wet van 2 december 1957.

(1) Zie advies L. 28.743/4, gegeven op 3 maart 1999 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 29 april 1999 geworden is, houdende oprichting van de gradenstructuur van de categorie bijzonder politiepersoneel, dienst luchtvaartpolitie, en houdende de loopbaan van dat personeel (Belgisch Staatsblad van 26 mei 1999, blz. 18573).

De gelding van deze bepaling behoort derhalve te worden beperkt tot de personeelsleden van het operationeel korps.

Artikel 7

Zoals de gemachtigde officier beaamt, dienen in artikel 7, 3°, van de ontworpen Franse tekst de woorden "dans le grade de maréchal de logis chef" te worden vervangen door de woorden "dans le grade de premier maréchal des logis chef". In dezelfde bepaling dient verder "prenant" te worden geschreven.

In onderdeel 3°, tweede streepje, dienen de woorden "de anciënniteit verworven in de afgeschafte graad van ..." te worden vervangen door de woorden "de anciënniteit verkregen als ...".

In onderdeel 3°, derde streepje, wordt verkeerdelijk verwezen naar artikel 1, A, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur. Er dient te worden verwezen naar artikel 1, A, van het koninklijk besluit van 27 april 1995 tot vaststelling van de weddeschalen verbonden aan de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 63, tweede streepje, van het ontworpen besluit.

.../...

Zoals de gemachtigde officier beaamt, dient evenzo onder het vierde streepje van het ontworpen artikel de verwijzing naar artikel 2, § 5, A, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, gewijzigd te worden. Er dient te worden verwezen naar artikel 5, § 2, in plaats van naar artikel 2, § 5, A. Daarenboven is in de Nederlandse lezing het opschrift van het koninklijk besluit waarnaar verwezen wordt, verkeerd. Er behoort te worden geschreven : "artikel 5, § 2, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 houdende vereenvoudiging van de loopbanen van de ambtenaren van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur" in stede van "artikel 2, § 5, A, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van de geldelijke bepalingen toepasselijk op de bijzondere graden van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 63, derde streepje, van het ontworpen besluit, zowel wat de Nederlandse als wat de Franse lezing betreft.

Ten slotte wordt voorgesteld de opsomming met streepjes te vervangen door een onderverdeling in punt a) tot d). Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 37, tweede lid, en 63, eerste lid, van het ontwerp, waarvoor een onderverdeling in 1°, 2°, 3° voorgesteld wordt, ter vervanging van de opsomming met streepjes.

.../...

Artikel 8

Het ontwerp bepaalt dat om op de lijst van kandidaten voor bevordering te staan, een aanvraag moet worden ingediend; derhalve dient ervoor te worden gezorgd dat personeelsleden die aan de voorwaarden voldoen, behoorlijk in kennis gesteld worden van het in gang zetten van een bevorderingsprocedure, alsmede van de termijnen waarbinnen de aanvragen moeten worden ingediend.

In dit opzicht lijkt het onvoldoende gewag te maken van een "advies in het bulletin van het personeel", waarvan de verspreiding niet geregeld wordt door verordeningbepalingen die waarborgen dat elk personeelslid van dat bulletin in kennis gesteld wordt.

Het is beter te bepalen dat alle betrokken personeelsleden ervan in kennis gesteld worden.

Zoals de gemachtigde officier beaamt, is er verder geen grond om te bepalen dat het personeelslid een met redenen omklede aanvraag moet indienen. De personeelsleden die voldoen aan de in artikel 7, 1° tot 3°, bepaalde voorwaarden hebben immers het recht om te worden ingeschreven op de in artikel 9 bedoelde lijst, zonder dat rekening hoeft te worden gehouden met de reden waarom ze die inschrijving aanvragen.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 17.

.../...

Artikel 10

De gemachtigde officier is het ermee eens dat het woord "definitieve" dient te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19.

Artikel 12

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 2 bij artikel 3.

Artikel 14

Doordat bepaalde personeelsleden van het operationeel korps met algemene politiebevoegdheid ambten zullen hebben te bekleden binnen de diensten die belast zijn met taken van bijzondere politie, dient in het eerste lid te worden geschreven "acht percent mag bedragen van de totale personeelssterkte van de dienst belast met taken van spoorwegpolitie".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor het tweede en het derde lid, alsmede voor de artikelen 23 en 61.

.../...

Hoofdstuk IV

Artikel 11, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 26 januari 1999 tot vaststelling van de inwerkingtreding van sommige bepalingen van de wet van 17 november 1998 houdende integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht en houdende de regeling van de integratie van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie in de rijkswacht bepaalt :

"§ 1. De in artikel 9 bedoelde personeelsleden worden bevorderd naar anciënniteit, zoals bepaald bij artikel 46 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

§ 2. Voor de bevordering tot de graad van opperwachtmeester gelden dezelfde regels als die voor de bevordering in de door Ons vastgelegde gelijkwaardige graad, waarin het oorspronkelijk statuut van het betrokken personeelslid voorziet."

Al is die bepaling niet ondubbelzinning gesteld, er dient van te worden uitgegaan dat paragraaf 2 eveneens uitsluitend van toepassing is op de in artikel 9 van hetzelfde besluit bedoelde personeelsleden, namelijk de personeelsleden van de vroegere zeevaartpolitie en luchtvaartpolitie die, na hun overplaatsing naar de rijkswacht, geopteerd hebben voor de personeelscategorie met bijzondere politiebevoegdheid van het operationeel korps van de rijkswacht.

.../...

Hoofdstuk IV van het onderhavige ontwerp is dus, logischerwijs, alleen van toepassing op de in artikel 1, 6°, a), bedoelde personeelsleden.

Het verdient aanbeveling ons al in het opschrift zelf van de werkingssfeer van het onderhavige hoofdstuk aan te geven dat die werkingssfeer beperkt is.

Artikel 21

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 2 bij artikel 3.

Artikel 25

De gemachtigde officier is het ermee eens dat in paragraaf 1, eerste lid, het woord "bekendmaking" dient te worden vervangen door het woord "toezending" (1).

Artikel 47

De gemachtigde officier is het ermee eens dat er in het onderhavige ontwerp geen aanleiding is voor het vierde lid, dat zoals talrijke andere bepalingen van het ontwerp, overgenomen is uit het koninklijk besluit van 30 december 1993 betreffende de bevordering tot de graad van

(1) Zie immers artikel 19, eerste zin, van het ontwerp.

majoor bij de rijkswacht of uit het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht. De artikelen 8 en 17 bepalen immers dat personeelsleden een aanvraag moeten indienen om op de kandidatenlijsten te worden ingeschreven.

Artikel 53

Deze bepaling dient te worden aangepast op grond van opmerking nr. 2 bij artikel 3.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 56 en 59.

Artikel 63

Men schrijve "koninklijk besluit van 29 april 1999" in plaats van "koninklijk besluit van 29 april 1998".

Artikel 65

In het eerste lid dienen de woorden ",die, naargelang van het geval, volgens hun NMBS-statuut of hun oorspronkelijk statuut, ..." te worden vervangen door de woorden ",die, naargelang van het geval, krachtens hun statuut bij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen of hun oorspronkelijk statuut, ...".

.../...

Artikel 71

1. Gelet op de voorgaande opmerking en op het afvoeren van artikel 57 van het ontwerp, wordt over de inwerkingtreding van dat artikel geen opmerking gemaakt.

2. Voorts herinnert de Raad van State eraan dat terugwerking alleen aanvaardbaar is indien ze onontbeerlijk blijkt voor de goede werking van de diensten, de verkregen rechten in acht neemt en niet leidt tot onderlinge discriminatie van de verschillende adressaten van de bepaling.

De datum van 1 juni 1999 lijkt overeen te stemmen met de datum van de overgang van de leden van de bijzondere spoorwegpolitie naar de rijkswacht, dit is één enkele van de personeelscategorieën waarop het voorliggende besluit betrekking heeft.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarmee de datum van 2 december 1999 overeenstemt.

Terugwerking is bijgevolg niet gewettigd bij de huidige stand van zaken.

.../...

SLOTOPMERKINGEN

1. In verschillende bepalingen van de ontworpen Franse tekst (1) zijn de hoofdtelwoorden die een duur in dagen of uren, of het aantal jaren dienstouderdom aangeven, in Arabische cijfers geschreven. Ze dienen voluit te worden geschreven.

2. Afdeling 1 van hoofdstuk V van het Franse ontwerp is aangegeven als "SECTION 1ère", terwijl dezelfde afdeling aangegeven is als "SECTION 1" in de ontworpen hoofdstukken III en IV. Overeenkomstig het gebruik wordt in ieder hoofdstuk "Section première" geschreven.

3. In artikel 63, eerste lid, van de Franse tekst dient een dubbelepunt, en geen komma, te worden geplaatst achter het gedeelte van de zin dat aan de opsomming voorafgaat.

4. Op de Nederlandse tekst van het ontwerp valt uit een oogpunt van goed taalgebruik een en ander aan te merken. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden hierna een aantal tekstvoorstellen gedaan :

(1) Zie de artikelen 3, 2°, 7, 3°, 16, 3°, en 47, vierde lid, van het ontwerp.

Opschrift

Men schrijve : "Koninklijk besluit betreffende de benoeming en bevordering van personeelsleden van de zeevaartpolitie, de luchtvaartpolitie en de spoorwegpolitie die naar de rijkswacht overgeplaatst zijn en houdende diverse andere statuutbepalingen omtrent die personeelsleden."

Artikel 1

In onderdeel 6°, a) zou het woord "statutair", dat in de Franse lezing van het ontwerp geen equivalent heeft, moeten vervallen en zou het woord "reglementering" vervangen moeten worden door het woord "regelgeving".

Artikel 8

Men schrijve : "de kandidaat-adjudanten" in plaats van "de kandidaten adjudant". Voorts gaat het om "een mededeling", "een bekendmaking", "een bericht" en niet om "een advies" in het bewuste bulletin. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 17.

Artikel 9

Men schrijve : "en schrijft de betrokkene in voorkomend geval in op de lijst ...". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 18.

.../...

Artikel 12

Het zou beter zijn de woorden "waaruit zij voort-spruiten" te vervangen door een gelijkwaardige, neutrale wending, zoals "waaruit zij voortkomen". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In verscheidene bepalingen van het ontwerp is sprake van "kandideren voor een ambt", hoewel "solliciteren naar" of "dingen naar" een ambt gebruikelijk is en "kandideren" gebezigd lijkt te worden voor ambten waarin door verkiezing wordt voorzien. Ook wordt ten onrechte gesproken over "laureaten" van een examen, terwijl de correcte term "geslaagde (kandidaat)" is. Ook "taalproeven" is een verkeerde term voor "taalexamens". Naar Frans model wordt in het ontwerp dikwijls misbruik gemaakt van het bepaald lidwoord, dat in de diverse onderverdelingen van het ontwerp zeer inconsistent gebruikt wordt. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou zorgvuldig verbeterd moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. E. BOSQUET, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. E. BOSQUET, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN